

LIFE RAPPORT ANNUEL 2023



Unir les pêcheurs
européens à petite
échelle pour une
pêche équitable, des
mers saines et des
communautés
dynamiques



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1. UNE NOUVELLE VISION POUR LE SSF : Rendre la pêche équitable	Error! Bookmark not defined.
2. LES POLITIQUES EUROPÉENNES	Error! Bookmark not defined.
3. ACTIVITÉS RÉGIONALES : LA VIE AU BORD DE L'EAU	Error! Bookmark not defined.
Bookmark not defined.	
MEDITERRANEE	Error! Bookmark not defined.
MER BALTIQUE ET MER DU NORD	Error! Bookmark not defined.
4. PROCESSUS INTERNES	Error! Bookmark not defined.
Changements dans le personnel de LIFE et dans l'organisation de LIFE	Error! Bookmark not defined.
Alliances stratégiques	Error! Bookmark not defined.
5. REGARDER VERS L'AVANT	Error! Bookmark not defined.
VIE COMPTES PROVISOIRES 2023	Error! Bookmark not defined.

INTRODUCTION

2023 marque les 10 ans de la dernière réforme de la politique commune de la pêche (PCP) et les 11 ans du lancement de LIFE. La Commission européenne s'est acquittée de son obligation de faire rapport au Parlement européen et au Conseil sur le fonctionnement de la PCP avant le 31 décembre 2022 en publiant non pas un rapport, mais quatre ! Ensemble, ces 4 documents sont décrits comme un "Pacte pour la pêche et les océans", et ils exposent les objectifs, les plans et les propositions de la Commission pour l'évolution des secteurs européens de la pêche et de l'aquaculture au cours de la période à venir, jusqu'en 2050, en conformité avec les objectifs du Green Deal.

Plutôt que de fournir de nouveaux textes juridiques, la Commission a choisi de publier 3 "communications" sur : La transition énergétique ; Un plan d'action pour protéger et restaurer les écosystèmes marins pour une pêche durable et résiliente ; et La politique commune de la pêche aujourd'hui et demain. Cette dernière comprend un "document de travail des services" sur l'état d'avancement de la PCP, ainsi qu'un rapport sur l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

En tant que communications, les documents s'adressent aux ministres et aux autorités des États membres, au secteur de la pêche et à toutes les parties intéressées. Ils mettent en évidence la législation internationale déjà en place, que l'UE a signée et que les États membres sont tenus de mettre en œuvre. Le pacte propose des actions à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs et d'autres objectifs juridiquement contraignants en matière de conservation et de gestion de la pêche. Les implications pour le secteur de la pêche sont considérables et il n'est pas surprenant que le Pacte pour la pêche et les océans de la Commission ait fait l'objet d'une vive opposition, notamment en ce qui concerne le plan d'action.

Bien que LIFE ait été active sur de nombreux fronts, une grande partie de son travail au cours des 12 derniers mois a consisté à étudier les implications des propositions énoncées dans le Pacte et à répondre aux défis qu'elles représentent. À cette fin, beaucoup d'efforts ont été investis pour rejoindre des plateformes et construire des synergies avec des organisations partageant les mêmes idées autour des thèmes clés de la pêche équitable, de l'article 17, de la transition énergétique, de la transformation numérique, de l'économie bleue, de la biodiversité et de la restauration des habitats, des aires marines protégées et de la transformation des systèmes alimentaires.

Le pacte et son contenu ont créé des tensions dans les relations entre la CE et le secteur de la pêche, d'une part, et entre la CE et le Parlement et le Conseil, d'autre part. La CE a été très critiquée pour avoir prétendument mis trop l'accent sur les objectifs environnementaux et pas assez sur les objectifs sociaux et économiques.

Les discussions sur des sujets tels que la **restauration de la nature**, la **conservation de la biodiversité marine** et la **création d'aires marines protégées** sont devenues de plus en plus conflictuelles entre ceux qui veulent maintenir le statu quo et ceux qui recherchent le

changement. Dans une telle situation, l'espace dont disposent les FSS pour faire entendre leur voix est réduit, car il est de plus en plus occupé par des intérêts de pêche à plus grande échelle. Il est donc essentiel de créer des synergies et d'établir des coalitions avec des associations partageant les mêmes idées pour offrir une perspective alternative sur la pêche à petite échelle et à faible impact, étant donné le lobbying puissant et véhément du secteur de la pêche à grande échelle, aligné comme il l'est sur le puissant groupe de pression de l'agro-industrie, Copa-Cogeca. Ces tensions sont susceptibles de s'accroître à l'avenir, et LIFE et ses alliés doivent être prêts à y faire face.

1. Une nouvelle vision pour le SSF : rendre la pêche équitable

La pêche européenne se trouve à un carrefour important, confrontée à un avenir très complexe et incertain, avec de grands points d'interrogation sur la manière dont les Européens tireront leur nourriture de la mer à l'avenir, et sous quelle forme ils la consommeront. Le secteur de la pêche est ancré dans un modèle d'extraction du 20^e siècle, fortement dépendant des combustibles fossiles et des équipements de haute technologie, très vulnérable à la concurrence de l'économie bleue, qui émerge rapidement, et risque d'être supplanté par elle, tout en étant fragilisé par les effets du changement climatique.

Le modèle actuel d'extraction de la pêche n'est pas durable, ni du point de vue de l'extraction des ressources, ni du point de vue des systèmes alimentaires durables. L'UE dépend fortement des importations pour son approvisionnement en poisson (plus de 70 %), en provenance de sources qui ne sont pas tenues de respecter les normes sociales et environnementales de l'UE, et les consommateurs préfèrent le poisson (environ 40 % de la consommation actuelle) hautement transformé et sous forme de filet blanc (lieu de l'Alaska, cabillaud, saumon), en conserve (principalement le thon) ou des produits de luxe tels que les crevettes.

Pendant des décennies, la pêche artisanale à faible impact a lutté pour survivre face à une concurrence déloyale pour les ressources, les zones de pêche et les marchés, et s'est vu refuser une voix dédiée à la table des décisions. Ce n'est qu'en rendant la pêche équitable que la pêche artisanale à faible impact aura une chance de survivre. Cela signifie un développement équitable et inclusif de l'économie bleue, une transition équitable vers une pêche décarbonisée, une redistribution équitable des possibilités de pêche et de l'accès aux ressources conformément à l'article 17, un accès équitable aux mécanismes de soutien, un prix équitable sur le marché pour les produits de la pêche artisanale et un accès équitable aux processus de prise de décision. Tous ces objectifs peuvent être atteints grâce à une approche politique différenciée de la pêche à petite et à grande échelle.

Au cours de l'année écoulée, LIFE s'est engagé dans un certain nombre de nouvelles initiatives visant à attirer l'attention sur la façon dont la pêche artisanale à faible impact pourrait faire partie de la solution si on lui en donnait l'occasion et si elle bénéficiait d'un cadre politique favorable. LIFE s'est également engagé dans des processus consultatifs plus formels sur l'économie bleue, la décarbonisation, la conservation et la restauration de la biodiversité.

- **Initiative "Repenser la pêche"**

LIFE a rejoint Seas at Risk et un groupe plus large de parties prenantes pour lancer le projet "Repenser la pêche". Ce projet vise à promouvoir une vision alternative de l'avenir de la pêche, basée sur une transition juste vers des pêcheries à faible impact environnemental, équitables et économiquement viables. La réunion inaugurale de cette initiative s'est tenue à l'université Heriot-Watt d'Édimbourg le 12 juin, avant le symposium "Beyond Growth : fishing for the future" (Au-delà de la croissance : la pêche pour l'avenir). Un petit groupe de 15 experts issus d'organisations de pêcheurs, d'ONG, de détaillants, d'experts et d'universitaires, représentant de manière équilibrée les bassins maritimes et les régions, s'est réuni pour partager ses expériences, discuter et expliquer comment les impératifs socio-économiques et environnementaux peuvent être conciliés de manière positive. Un comité de rédaction a été

nommé pour étudier les principales questions soulevées lors de la réunion et préparer un projet de document qui sera discuté lors des réunions suivantes. Une réunion de suivi a eu lieu en novembre à l'Estartit (Espagne) et deux autres se tiendront en 2024. Un rapport d'étude de cas sur les "modèles commerciaux alternatifs à petite échelle et à faible impact qui sont bons pour les personnes et la planète" a été sous-traité et sera publié l'année prochaine. Il fournira des exemples concrets de ce à quoi cette vision de l'avenir de la pêche devrait ressembler dans la pratique et de la manière dont elle devrait être promue.



Lancement de l'initiative "Repenser la pêche" à Édimbourg

- **Forum bleu européen**

Le Forum bleu européen offre une plateforme aux parties prenantes des différents secteurs de l'économie bleue, des bassins maritimes et des milieux organisationnels pour discuter avec la Commission, dans le cadre d'ateliers structurés, des défis et des priorités partagés à moyen terme, dans le but de trouver un consensus, des synergies et des solutions. LIFE a été l'un des principaux intervenants lors du lancement du Forum bleu en mai 2023, qui a eu lieu à Brest dans le cadre de la Journée européenne de la mer, et a participé à la série d'ateliers qui a suivi, et qui a donné lieu à la publication de deux documents de synthèse des parties prenantes, [disponibles en ligne](#). Plus d'informations sur le Forum bleu sont disponibles ici :

<https://maritime-spatial-planning.ec.europa.eu/european-blue-forum>

The European Blue Forum

Join the European Blue Forum >

Introduction

The seas are the foundation of all life on our planet and play a vital role in safeguarding some of our most basic needs. They provide us with essential resources and ecosystem services, such as oxygen, food, water, energy, connectivity, temperature regulation and biodiversity. However, marine ecosystems are complex and fragile. Caring for the health and productivity of our seas and oceans is a herculean task, demanding concerted efforts and consistent action at all levels.^[1] ^[2]

At the same time, our seas have a key role to play in contributing to the economic prosperity of nations. A healthy marine environment not only supports economic resilience, improved livelihoods, social inclusion and wellbeing, but it is also vital in tackling the global climate and biodiversity crises.



Un aperçu du site web du Forum bleu européen

- **Pêche pour les communautés, Canada**

LIFE a été invité à présenter une perspective européenne sur la pêche lors de l'événement "Fisheries for Community", organisé en Colombie-Britannique par le Conseil canadien des pêcheurs professionnels et l'Eco Trust Canada. [Fisheries for Communities](#) est décrit comme un mouvement populaire composé de pêcheurs autochtones et non autochtones et de leurs familles, de petites entreprises, d'organisations communautaires, de poissonniers, de chefs cuisiniers, de restaurateurs, de membres des communautés côtières, d'universitaires et de chercheurs qui partagent tous la même volonté de veiller à ce que les nombreux avantages tangibles et intangibles de la pêche commerciale en Colombie-Britannique profitent aux personnes sur l'eau, sur les quais et dans les communautés adjacentes.

Le gouvernement fédéral canadien a privatisé les droits d'accès à la pêche en mettant les licences de pêche et les quotas à la disposition du plus offrant sur le marché libre. Ce changement de politique a rendu de plus en plus difficile pour les pêcheurs de la Colombie-Britannique et les Premières nations de rivaliser avec les grandes entreprises et les intérêts étrangers dans le secteur de la pêche. Aujourd'hui, l'accès à la pêche en Colombie-Britannique est géré par un marché non réglementé de licences et de quotas, et les petites entreprises de pêche ont du mal à participer de manière viable à la pêche. En conséquence, les emplois dans le secteur de la transformation des produits de la pêche et les infrastructures connexes n'ont cessé de diminuer, compromettant les liens de longue date des communautés côtières avec la mer.

Marta Cavallé, secrétaire exécutive de LIFE, a présenté le contexte européen, les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les pêcheurs à petite échelle et à faible impact dans ce

contexte, ainsi que l'histoire et le travail de LIFE. Les discussions ont notamment permis de souligner l'importance de conserver les ressources halieutiques en tant que ressources publiques, de mettre fin à la privatisation et d'établir des critères environnementaux, sociaux et économiques lors de l'attribution des droits de pêche. Il s'agit là d'exigences fondamentales pour parvenir à une pêche équitable, à des mers saines et à des communautés dynamiques. Marta a également rendu visite à [Skipper Otto](#) à Vancouver, un programme de vente directe et de pêche soutenue par la communauté, membre clé du [réseau Local Catch](#), afin de découvrir leur modèle et de renforcer les synergies avec les deux initiatives de LIFE.



[Marta Cavallé](#), secrétaire exécutive de LIFE, rencontre les membres du réseau Local Catch Network

- **Atelier ICSF/LIFE/Mulleres Salgadas en Galice (IYAFA)**

LIFE s'est associé à l'**ICSF** et à **Mulleres Salgadas (MS)** pour organiser un atelier international sur le thème "Getting the story straight and envisioning a fair future for small-scale fisheries in Europe" ("Rétablir les faits et envisager un avenir équitable pour la pêche artisanale en Europe"). L'événement s'est déroulé à Vilanova de Arousa, en Galice (Espagne), du 13 au 16 novembre, en présence de membres de LIFE de huit pays, de la Baltique à la Méditerranée. L'événement a été accueilli par MS, dont le point fort a été une visite organisée pour rencontrer ses membres - des femmes ramasseuses de coquillages (mariscadoras) de la Ria de Arousa - et en apprendre davantage sur leur profession. L'événement, divisé en trois domaines thématiques, a été l'occasion de réfléchir et de développer un récit alternatif pour la pêche à petite échelle basé sur un développement socio-économique et environnemental inclusif et durable (dirigé par Equal Sea Lab) ; de discuter de la gouvernance dans les pêcheries de l'UE, et de la manière d'appliquer une approche différenciée pour gouverner les pêcheries à petite et

grande échelle (dirigé par LIFE) ; et sur le rôle des femmes dans la pêche (dirigé par l'ICSF et Aktea).

Les 45 participants de 16 pays réunis pour la réunion comprenaient des pêcheurs hommes et femmes et leurs représentants, des organisations de soutien, des scientifiques, des universitaires et d'autres parties intéressées, et ils ont collectivement produit et approuvé une [déclaration finale avec un appel à l'action](#). Il s'agissait du quatrième et dernier d'une série d'événements organisés par l'ICSF pour célébrer l'Année internationale de la pêche artisanale et de l'aquaculture (APAA) 2022. Pour plus d'informations, voir : <https://lifeplatform.eu/getting-the-story-straight-and-envisioning-a-fair-future-for-small-scale-fisheries-in-europe/>



Les membres de LIFE de 8 pays, de la Baltique à la Méditerranée, en Galice

- **Vers un groupe international pour la durabilité des océans (IPOS)**

L'atelier "Bridging Shades of Blue", qui s'est tenu à Barcelone les 22 et 23 mars, a rassemblé des experts et des parties prenantes afin d'évaluer les défis liés à l'intégration des connaissances océaniques dans les interfaces de prise de décision et d'élaborer une stratégie pour le développement de la plateforme internationale/intergouvernementale pour la viabilité des océans (IPOS). Cette plate-forme s'inscrit dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour l'océanographie et contribuera à créer une vision commune pour l'élaboration d'une

approche durable de la gestion et de la protection des océans. L'initiative "Vers l'IPOS" vise à être la passerelle qui permet de reconnecter la connaissance à l'action politique afin de soutenir une transition juste vers la durabilité des océans. L'initiative reconnaît que la pêche artisanale et les communautés côtières sont des acteurs importants qui doivent participer à la gouvernance d'une telle structure, et qu'elles sont des sources de connaissances et d'informations sur l'état de l'océan et des ressources marines - en apportant leurs connaissances écologiques et expérientielles traditionnelles aux côtés des données scientifiques.

C'est dans cette optique que LIFE a été invité à participer à d'autres événements clés tels que "The Scientific Keystone Supporting Sustainable Ocean Policies" qui s'est déroulé au Parlement européen (15 novembre) et à devenir des partenaires clés dans le processus de co-construction de cette initiative, dont le lancement officiel est prévu pour 2025. Plus d'informations sur les événements : <https://www.uab.cat/web/sala-de-premsa-icta-uab/detall-activitat/workshop-bridging-shades-of-blue-1345819915078.html?detid=1345884141228> et <https://ebcd.org/wp-content/uploads/2023/11/Event-Report-Presentation-of-the-International-Panel-for-Ocean-Sustainability-IPOS.pdf>

2. POLITIQUES EUROPÉENNES

Tous les travaux politiques entrepris ont été éclipsés par le "Pacte pour la pêche et les océans" de la CE, et le point de vue de LIFE sur le Pacte peut être consulté ici : <https://lifeplatform.eu/lifes-response-to-the-european-commissions-pact-for-fisheries-and-oceans/>.

De même, l'agenda législatif et politique du Parlement européen a été dominé par la publication du pacte, et le personnel de LIFE s'est engagé dans divers processus parlementaires, a assisté à des réunions clés, a proposé des amendements et a présenté des positions et des déclarations, a rencontré différents députés européens, et a fourni des commentaires et des suggestions pour les amendements proposés aux rapports.

Les points forts sont les suivants :

- Participation à une audition publique sur l'état d'avancement du plan pluriannuel (PPA) pour la mer Baltique. [Lire l'article ici](#)
- Envoi d'une lettre à la Commission européenne, au Parlement européen et aux États membres pour demander la mise en œuvre urgente de l'article 17. Vous pouvez [lire l'article ici](#)
- Après 6 ans, un accord sur les amendements à la proposition de la CE sur le **règlement relatif au contrôle de la pêche** a finalement été atteint par les négociations en trilogue entre le Parlement, le Conseil et la Commission. Le règlement modifié est entré en vigueur le 9 janvier 2024. Il a des implications importantes pour la pêche artisanale, notamment en ce qui concerne la transformation numérique du contrôle de la pêche, et pour laquelle de nombreuses nouvelles règles s'appliqueront à partir de 2028.
- Le Parlement a approuvé un **plan pluriannuel pour le thon rouge**, qui mentionne à plusieurs reprises l'importance de la pêche artisanale. Toutefois, son intention d'allouer un quota spécifique à ce secteur n'a pas abouti en raison d'une méthodologie très

imprécise pour définir la pêche artisanale.

- Le PPE (droite/partis conservateurs) a adopté ses **rapports d'initiative (INI) sur le plan d'action pour le milieu marin et la mise en œuvre de la PCP**, qui adoptent des positions proches de celles de l'industrie à grande échelle. Ces rapports sont très critiques à l'égard de la CE et de ses propositions dans le cadre du Green Deal (conservation de la biodiversité).
- LIFE a joint ses forces à celles de plus de 35 entreprises dans une [déclaration collective](#) en faveur d'une loi européenne ambitieuse et juridiquement contraignante sur la restauration de la nature, afin de régénérer la nature en Europe par le biais de la conservation et des bonnes pratiques. Le 29 novembre, les membres de la commission de l'environnement du Parlement européen ont voté massivement en faveur de la **loi sur la restauration de la nature** telle qu'elle a été convenue lors des négociations du trilogue, approuvant le texte final par 53 voix contre 28. Il s'agit bien sûr d'une nouvelle encourageante et d'un pas de plus vers la concrétisation de cette loi. Cependant, le projet de loi a été considérablement affaibli par plusieurs amendements. La prochaine étape du processus sera l'adoption en plénière, prévue pour le début de l'année 2024.
- **Article 17.** La publication d'un rapport du **CSTEP** sur les [données sociales dans le secteur de la pêche \(CSTEP 23-17\)](#) a permis de réaliser des progrès tangibles en ce qui concerne l'**article 17**. Publié à la fin de l'année 2023, le rapport du CSTEP analyse les réponses de 22 États membres (c'est-à-dire tous les États côtiers de l'UE) à un questionnaire sur l'article 17.

La communication de la CE sur la mise en œuvre de la PCP (La politique commune de la pêche aujourd'hui et demain : un pacte pour la pêche et les océans vers une gestion durable, scientifique, innovante et inclusive de la pêche COM(2023) 103 final) aborde l'article 17 comme suit : *"la Commission collaborera avec des organismes scientifiques et avec les États membres pour poursuivre l'évaluation et garantir la transparence de ces critères (de nature environnementale, sociale et économique) et leur conformité avec les dispositions de la PCP, et pour encourager l'utilisation de critères susceptibles de favoriser des pratiques de pêche durables et de soutenir les petits pêcheurs et les pêcheurs côtiers, qui représentent près de 75 % de l'ensemble des navires de pêche enregistrés dans l'UE et près de la moitié de tous les emplois dans le secteur de la pêche."* Le document de travail des services de la DG Mare sur la mise en œuvre de la PCP indique que : *"Les petits opérateurs de pêche côtière éprouvent des difficultés à accéder aux possibilités de pêche et à faire prendre en compte leurs préoccupations dans les décisions relatives à la gestion de la pêche et à l'aménagement de l'espace maritime. Une partie de la solution réside dans l'amélioration de l'organisation collective des petits pêcheurs afin qu'ils puissent se faire entendre par les États membres, qui sont les principaux décideurs en matière d'attribution des possibilités de pêche et d'aménagement de l'espace maritime"*. Bien qu'il s'agisse d'une reconnaissance de LIFE et de son travail, tout progrès nécessitera la mise en place d'un financement spécifique pour permettre aux pêcheurs artisanaux d'établir une telle organisation collective. À l'avenir, l'analyse des données sociales du CSTEP sera un outil précieux pour

développer notre campagne en faveur de la justice sociale et de la durabilité environnementale, et pour créer des alliances afin de soutenir notre cause.

- **Décarbonisation et transition énergétique.** L'évolution des prix des carburants et la guerre en Ukraine ont soulevé des problèmes complexes et créé de nombreuses incertitudes. Après la publication de la "Communication sur la transition énergétique du secteur de la pêche et de l'aquaculture de l'UE", la Commission européenne a lancé un processus et une série d'initiatives visant à faire progresser la transition énergétique et la décarbonisation. En particulier, le Partenariat pour la transition énergétique (PTE) a été créé en tant que plateforme pour avancer sur les questions clés, et LIFE y a adhéré et y a systématiquement contribué. En outre, LIFE publiera sa propre perspective sur la transition énergétique au début de l'année 2024.

Les pêcheurs du futur

Le renouvellement des générations est une préoccupation majeure pour le secteur de la pêche en Europe. D'où viendra la prochaine génération de pêcheurs et quel rôle jouera-t-elle dans la société ? Vers la fin de l'année 2023, la DG Mare a lancé le [projet "Pêcheurs du futur"](#). Il s'agit de "sonder les espoirs, les craintes, les attentes et les besoins des pêcheurs pour comprendre comment la profession est susceptible d'évoluer d'ici 2050". Le projet "Pêcheurs du futur" explorera également l'élargissement du rôle des pêcheurs dans la société au-delà de la fourniture de produits de la mer de haute qualité.

Pour LIFE, la question du **renouvellement intergénérationnel** reste une question clé, dans un contexte de vieillissement de la flotte de pêche et de la population de pêcheurs. Sans un avenir plus certain, une image plus positive et de meilleures perspectives, il n'est pas étonnant que l'avenir de la pêche soit remis en question. Nous espérons que ce projet permettra de clarifier le rôle de la pêche dans l'avenir de la nourriture provenant de la mer et les conditions dans lesquelles les pêcheurs travailleront dans les années à venir. LIFE s'engage à participer à ce projet.

3. ACTIVITÉS RÉGIONALES : LA VIE À LA SURFACE DE L'EAU

MEDITERRANEE

Clôture du projet : "Stewards of the Sea : Promouvoir la pêche durable aux Baléares en utilisant la pêche à petite échelle comme force motrice"

Le début de l'année 2023 a vu la fin d'un projet de trois ans dans les îles Baléares, financé par la [Fondation Marilles](#). Le principal résultat du projet a été la création par décret d'un plan

de gestion de la pêche professionnelle artisanale dans les eaux intérieures des îles Pitiuses, publié par le gouvernement des Baléares en mai 2022. Parmi les mesures techniques les plus importantes du plan figurent la réduction de 40 % du nombre de jours de pêche, la possibilité de combiner l'utilisation de trémails et de casiers pour la langouste avec d'autres types de trémails, la réduction de la période de calage en mer à 24 heures et l'autorisation de l'utilisation d'engins traditionnels dans les îles Pitiuses. Ces mesures permettent une diversification importante des engins autorisés. LIFE a également apporté une contribution majeure aux travaux visant à créer un nouveau plan pour la langouste dans les îles Baléares. Ce plan réduira le temps d'immersion autorisé pour les trémails à 24 heures au lieu de deux ou trois jours, ce qui aura pour effet de réduire considérablement l'impact de cette pêcherie.

Les activités menées dans le cadre de ce projet et devant faire l'objet d'un rapport pour 2023 sont les suivantes :

- Publication de l'étude de cas Peix Nostrum intitulée "[Commercialisation collective et marque Peix Nostrum](#)". (En espagnol uniquement)
- Publication du rapport "[Étude socio-économique de la SSF dans les îles Pitiuses](#)". (En espagnol uniquement)

Comité de cogestion en Catalogne et dans les îles Pityuses

LIFE continue de participer à deux des comités de cogestion en Catalogne et au comité de cogestion récemment créé dans les îles Pitiuses des Baléares, tous deux en Espagne.

LIFE rejoint le MEDAC fin 2023

LIFE a rejoint le Conseil consultatif méditerranéen (CCM) au cours de ses premières années d'existence, mais n'a pas été en mesure de poursuivre son engagement. À la demande de son conseil d'administration, LIFE a réintégré le CCM à la fin de l'année 2023 et participera aux prochaines réunions de l'assemblée générale et des groupes de travail, prévues pour le début de l'année 2024.

Amis du SSF et de la CGPM

LIFE continue également à suivre les développements en Méditerranée en tant que membre du groupe "Friends of SSF" au sein de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée et la mer Noire (la CGPM, l'ORGP régionale pour la Méditerranée) et en tant que membre de la coalition "Together for the Med" (Ensemble pour la Méditerranée). LIFE a également participé à l'événement MedFish4ever organisé par l'UE et la CGPM à Malte en octobre 2023, où nous avons rejoint la coalition MedSeaAlliance lors d'un événement parallèle pour appeler à mettre fin au chalutage de fond illégal dans les aires marines protégées en Méditerranée. Cet appel s'est traduit de manière satisfaisante par l'approbation par la CGPM des principales demandes spécifiques de la coalition.

MER BALTIQUE ET MER DU NORD

Tout au long de l'année 2023, LIFE a prouvé sa légitimité et accru son influence dans la région de la Baltique. L'un des principaux objectifs de LIFE est de renforcer la voix des petits pêcheurs en les représentant dans les forums consultatifs, scientifiques et décisionnels.

Pour améliorer la gestion de la pêche dans ce bassin maritime, il est essentiel de promouvoir l'augmentation de la biomasse ainsi que la croissance individuelle, et d'améliorer les conditions de frai et de recrutement grâce, par exemple, à la restauration et à la protection de l'habitat. Des stocks plus sains constituent la base d'un meilleur accès aux stocks de poissons pour la flotte côtière artisanale et contribuent plus efficacement à l'amélioration de la situation socio-économique. La flotte côtière artisanale dépend d'eaux productives et de stocks de poissons sains et abondants. Le secteur des petites embarcations à faible impact pourrait constituer une alternative légitime au segment du chalutage, s'il bénéficie de politiques favorables. Le chalutage souffre d'une surcapacité et d'une faible sélectivité dans la mer Baltique, où il a non seulement contribué à l'effondrement d'une grande partie des ressources, mais où il empêche également la reconstitution des stocks.

À cet égard, LIFE a continué à être un membre actif du Conseil consultatif de la mer Baltique (BSAC), en participant à toutes les réunions du comité exécutif, des groupes de travail et des groupes de réflexion. Il s'agit notamment de contribuer à la production de conseils aux institutions européennes, d'ordres du jour, de comptes rendus de réunions et de modifier le plan de travail annuel.

LIFE a également continué à établir des alliances et des synergies avec des organisations "non sectorielles" (ONG environnementales) au sein de la BSAC, en mettant l'accent sur la gestion de la pêche et sur l'utilisation ou la mauvaise utilisation du "rendement maximal durable" en tant qu'outil de gestion de la pêche. Il est devenu évident que la manière dont les avis scientifiques sont fournis par le CIEM et suivis par la Commission conformément aux critères du RMD constitue un obstacle à la reconstitution des stocks. L'avis du CIEM est limité par le fait qu'il ne prend en considération que les aspects relatifs à une seule espèce et ne tient pas compte de la manière, du lieu et de l'engin de pêche utilisés pour capturer le poisson. Il en résulte un manque de précaution qui, combiné à l'"inflation des quotas" (c'est-à-dire le gonflement des recommandations de TAC) au niveau du Conseil, a contribué à l'état désastreux des stocks de la mer Baltique. Les propositions pour l'ensemble du Conseil consultatif de la mer Baltique sont disponibles [ici](#).

Dans le groupe de travail "Règles de procédure" de la BSAC, le secteur des grandes échelles fait pression pour que leurs organisations soient reconnues comme représentant tous les segments de la flotte, à la fois les grandes et les petites échelles. Cela va à l'encontre du règlement délégué ((UE) 2015/242) qui exige que le nombre de représentants des flottes à petite échelle reflète la part des flottes à petite échelle dans le secteur de la pêche des États membres concernés. Un problème clé est qu'aucune définition officielle ou ligne directrice pour les flottes à petite échelle n'a été publiée pour les CA. Pour LIFE, il s'agit d'une question d'une importance vitale, car sans une représentation dédiée aux petites flottes, l'ordre du jour

des AC est toujours déterminé par l'ordre du jour des flottes à plus grande échelle, et nous poursuivrons ce travail au cours de l'année à venir.

Le coordinateur de LIFE BANS a été élu vice-président de l'assemblée générale de BSAC, ce qui nous a permis d'exercer une influence supplémentaire sur le processus de planification en amont des réunions et des discussions internes avec le secrétariat.

En outre, le personnel de LIFE a participé en tant qu'observateur à des organes consultatifs et de gestion au niveau régional et européen : BALTFISH, CIEM, STECF et HELCOM. Le personnel s'est coordonné avec nos membres pour faire entendre la voix de la pêche artisanale en participant à des réunions et en rédigeant des rapports.

Parmi les autres actions clés en 2023, citons la coordination d'une position commune des membres de LIFE sur la décision annuelle prise par le Conseil européen concernant les quotas de la mer Baltique, avec des recommandations pour l'attribution des quotas de la mer Baltique pour 2024. LIFE a contribué à un document du Conseil consultatif de la mer Baltique sur le même sujet.

LIFE a également répondu à la consultation de la DG Mare sur les modifications des engins de chalutage en mer Baltique, que nous considérons comme une énorme perte de temps et d'argent pour légiférer sur ce qui est un problème d'hier. Une telle proposition n'est d'aucune utilité ni pour la conservation des pêcheries de la mer Baltique, ni pour la reconstitution des stocks de cabillaud.

Nous avons initié et contribué à la recommandation de la BSAC sur l'efficacité des mesures de protection des zones de frai du cabillaud qui a été publiée en juillet 2023. Nous avons demandé à ce que l'exemption de profondeur pour les engins passifs pêchant les poissons plats soit étendue de 20 à 30 mètres. Bien que cette proposition n'ait pas été mise en œuvre en raison d'un manque de recherche sur les implications potentielles pour la mortalité du cabillaud, le document a contribué à ce que l'exemption appliquée au chalutage pélagique pendant la période de fermeture soit supprimée lors du Conseil d'octobre. En outre, nous continuerons à faire pression pour que l'exemption de profondeur soit étendue et nous avons demandé à BALTFISH de lancer un projet pilote afin que davantage de données scientifiques puissent être collectées. La BSAC a adressé une lettre de suivi à la Commission pour lui demander d'autoriser la pêche expérimentale scientifique.

Les travaux du Conseil consultatif visant à réformer son règlement intérieur afin que les petits pêcheurs puissent être mieux représentés dans les conseils consultatifs à travers l'Europe se poursuivent. L'acte délégué révisé (règlement délégué (UE) 2022/204) exige que "le nombre de représentants des flottes artisanales reflète la part des flottes artisanales dans le secteur de la pêche des États membres concernés". LIFE a contribué à un document demandant une clarification sur la façon dont cela doit être interprété dans la structure et le fonctionnement des comités consultatifs.

La décarbonisation et la transition énergétique de la flotte de pêche ont également été un thème politique clé pour le BSAC qui a débuté en 2023 et se poursuivra dans les années à venir. Comme indiqué ailleurs dans le rapport, nous avons travaillé sur la transition énergétique dans un large éventail de forums et, dans la Baltique, nous avons contribué de

manière significative au groupe de réflexion chargé d'élaborer le document final du BSAC, qui a été présenté aux ministres lors de la conférence "Our Baltic" en octobre.

En ce qui concerne la gestion des anguilles, nous avons contribué à la rédaction d'un document de synthèse qui souligne le potentiel du traité de la haute mer, auquel l'UE a adhéré, pour améliorer la migration et le potentiel de frai des anguilles de l'Europe vers la mer des Sargasses.

Nous avons également contribué aux travaux sur les recommandations pour le développement des fermes éoliennes en mer, examiné le rapport annuel du Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP) sur les performances économiques de la flotte de pêche de l'UE, la mise en œuvre du règlement sur les mesures techniques et le plan d'action de l'UE : Protéger et restaurer les écosystèmes marins pour une pêche durable et résiliente.



Bateau de pêche artisanale sur la plage d'Ahlbeck, en Allemagne (mer Baltique)

4. NOUVEAUX MEMBRES

LIFE a accueilli les nouveaux membres suivants en 2023 :

- Kustnära Bottenhavets Producent Organisation (Organisation de producteurs de la côte de la mer de Botnie) est une organisation de producteurs de harengs du nord de la Suède. En outre, nous avons organisé une réunion pour les nouveaux membres potentiels en Suède qui pratiquent également la pêche au hareng. Nous espérons qu'au cours de la période à venir, le nombre de membres de LIFE dans la Baltique augmentera.
- Nous avons également accueilli Udruga malih priobalnih ribara Jadrana , ou l'Association des petits pêcheurs côtiers de l'Adriatique, de Croatie.

4. PROCESSUS INTERNES

Changements au sein du personnel et du conseil d'administration de LIFE

Sur le plan du personnel, Marta Cavallé a été nommée secrétaire exécutive par décision unanime du conseil d'administration de LIFE, poste qu'elle occupera à partir du 1er janvier 2023. Le transfert des responsabilités et la clarification des rôles respectifs du secrétaire exécutif (SE) sortant, Brian O'Riordan (désormais conseiller politique) et de Marta Cavallé, en tant que nouveau SE, ont bien progressé.

Il est prévu de créer un nouveau poste à temps partiel (**agent administratif/comptable**) au cours de la prochaine période afin d'assumer les fonctions administratives et de coordination du bureau de Bruxelles actuellement confiées au conseiller politique.

Malheureusement, notre responsable du marketing et de la communication, Barbara della Rovere, a démissionné de son poste pour des raisons personnelles. Dans l'intervalle, Annya Crane, qui a été engagée par le programme méditerranéen de LIFE, l'a remplacée temporairement et à temps partiel. Cependant, les exigences des nouveaux projets et la nécessité d'une communication plus fréquente utilisant différents médias (articles, déclarations, publications sur les médias sociaux, vidéos, podcasts, etc.) nécessitent un poste à temps plein qui sera pourvu en 2024.

LIFE a organisé quatre réunions du conseil d'administration au cours de l'année et une assemblée générale en décembre, au cours de laquelle les principales positions, les documents, les comptes et les budgets ont été approuvés. Lors de la dernière réunion, un nouveau membre du conseil d'administration pour la région atlantique a été élu suite à la vacance d'un poste dans cette région. Bally Philp, de la Scottish Creel Federation, a été élu et participera au travail du reste du conseil d'administration jusqu'en 2025, date à laquelle une nouvelle assemblée électorale est prévue.

Communication et collecte de fonds

Nouveau financement des entreprises

L'ambition de LIFE est de diversifier ses sources de financement, afin de devenir moins dépendante des subventions philanthropiques et d'être en mesure, lentement et progressivement, de générer ses propres ressources. Comme décidé lors de l'Assemblée générale de 2021, LIFE a introduit et commencé à percevoir une cotisation annuelle en 2022 et a lancé sa première "campagne de donateurs individuels" à la fin de l'année pour obtenir le soutien de particuliers sous le nom de #JoinTheWaveOfChange (Rejoignez la vague du changement).

En 2023, LIFE a eu le plaisir d'initier un nouveau partenariat avec l'entreprise de vêtements

de plein air Patagonia, devenant ainsi le premier financement d'entreprise reçu par LIFE. Dans le cadre de la campagne "**Protect Our Ocean**" de Patagonia, LIFE a reçu une petite subvention de 15 000 euros pour l'initiative "Repenser la pêche". L'association avec Patagonia se poursuivra en 2024 et au-delà.

Dans le cadre du développement d'une nouvelle stratégie de communication, des bulletins d'information mensuels ont été publiés avec des interviews, des nouvelles et des articles sur le SSF en Europe, les membres de LIFE et les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Les bulletins d'information de LIFE sont accessibles à l'adresse suivante : <https://us20.campaign-archive.com/home/?u=789b8e46ebd06a01da495f4f7&id=70f6a358c8>

Plusieurs articles ont été publiés sur le site web de LIFE : <https://lifeplatform.eu/news-articles/>

Alliances stratégiques

Partenariats avec des ONG et d'autres coalitions

LIFE a participé ou s'est engagée dans les partenariats, projets et initiatives suivants :

- **Réseaux internationaux** : Le personnel de LIFE s'est engagé dans des réseaux internationaux de pêche à petite échelle afin de promouvoir un agenda commun pour les communautés côtières et à petite échelle dans le cadre des processus internationaux sur la gestion des pêches (FAO, Assemblée générale des Nations Unies) et la gouvernance des océans (UNOC, Our Ocean Conference). En particulier, en s'appuyant sur la participation de LIFE à la Conférence des Nations unies sur les océans de 2022 à Lisbonne, LIFE s'engage avec des partenaires dans des discussions avec l'initiative Rise Up for the Ocean pour façonner leur travail sur les pêches à petite échelle : <https://riseupfortheocean.org/#empower-and-support-coastal-people>.
- Plusieurs initiatives (avec des scientifiques, des entreprises, la société civile) ont été lancées pour soutenir la restauration de la nature face à l'opposition sérieuse des lobbies de l'agriculture et de la pêche industrielles. LIFE a rejoint une **coalition d'entreprises et d'associations d'entreprises pour la restauration de la nature** (dirigée par le WWF) et a signé une déclaration des entreprises. Cette initiative était particulièrement destinée à la commission de l'environnement du Parlement européen, dont le vote du 29 novembre a abouti à une majorité écrasante en faveur de la loi sur la restauration de la nature, approuvant le texte final (bien qu'il ait été considérablement affaibli par plusieurs amendements) par 53 voix contre 28. <https://lifeplatform.eu/life-together-with-the-restorenature-coalition-calls-on-all-members-of-the-european-parliament-and-eu-member-states-to-support-the-final-adoption-of-the-nature-restoration-law/>
- L'engagement de LIFE dans le projet **Fish-X** (dans le cadre du programme Horizon) est

passé de l'intérêt au partenariat. Fish-X est un projet conçu pour **faire progresser la numérisation de la pêche à petite échelle**, en utilisant le dispositif CLS VMS Nemo, et en explorant les possibilités d'utiliser des applications intelligentes pour la déclaration électronique des captures, dans le cadre du nouveau règlement de contrôle. LIFE a participé à une série d'événements en ligne et en personne, soulignant la nécessité d'impliquer les pêcheurs à un stade précoce et de renforcer leurs capacités en tant que propriétaires et utilisateurs de leurs propres données. À la fin de l'année, LIFE et son organisation membre, l'IIMRO, sont devenus des partenaires de Fish-X (comme expliqué au point 5 du présent rapport).

- **Exposer la fraude dans le secteur de la pêche** - un procès a été intenté par le client Earth et LIFE devant le tribunal administratif de La Haye contre les autorités néerlandaises pour ne pas avoir mis fin à la fraude dans le secteur de la pêche : <https://lifeplatform.eu/netherlands-admits-fraud-likely-across-whole-fisheries-sector-as-flagship-court-case-concludes/>. Bien que l'affaire ait été rejetée pour des raisons techniques, elle a mis en évidence le fait que la fraude généralisée dans l'ensemble du secteur de la pêche néerlandais est due à la capacité inadéquate des autorités à contrôler les centaines de milliers de tonnes de poisson débarquées chaque année. Les autorités néerlandaises ne parviennent pas non plus à s'acquitter des responsabilités juridiquement contraignantes qui leur incombent dans le cadre de la PCP.
- L'initiative "**Repenser la pêche**", lancée au cours du premier semestre de l'année avec "Mers en péril", a progressé régulièrement. Plusieurs réunions virtuelles ont eu lieu au sein du comité de rédaction chargé de rédiger un "document de vision" pour un modèle alternatif de pêche ainsi qu'un "rapport d'étude de cas sur des modèles d'entreprise alternatifs". Ces deux projets ont été discutés et mis à jour lors d'une visite de terrain de deux jours en novembre dans la communauté de pêcheurs de la Costa Brava à Estarrit (Espagne), où le groupe d'experts élargi a discuté des points pertinents de la vision, tout en renforçant les relations et le partenariat. La rencontre et la discussion avec les petits pêcheurs locaux, membres de LIFE, et la découverte des solutions innovantes qu'ils appliquent à leur situation difficile ont été une source d'inspiration.
- LIFE a rejoint une coalition d'ONG basée à Bruxelles qui œuvre à la promotion d'une **transition juste vers la décarbonisation du secteur de la pêche** (dirigée par Client Earth et Oceana). Des réunions mensuelles avec ces deux organisations nous ont permis d'harmoniser nos efforts et de développer une stratégie commune de promotion de la pêche à faible impact. Les activités comprenaient un atelier en ligne intitulé "Decarbonising the EU Fishing Sector - the path ahead" (Décarboniser le secteur de la pêche de l'UE - la voie à suivre) en amont du Partenariat pour la transition énergétique et pour annoncer le lancement du site web Decarbonise Now ! <https://decarbonisenow.eu/how-to-decarbonise/transition-to-low-impact-fisheries/>.
- LIFE a co-organisé l'atelier de 4 jours "**Getting the Story Straight and Envisioning a Fair Future for Small Scale Fisheries in Europe**", comme mentionné dans la section 2 ci-dessus.
- LIFE a signé un protocole d'accord avec **Abalobi**, une entreprise sociale qui vise à améliorer la pêche à petite échelle grâce à la technologie et aux données. Le partenariat

cherchera des moyens de lancer des projets sur le terrain afin d'appliquer des solutions TIC aux problèmes rencontrés par les petits pêcheurs à faible impact.

5. REGARDER VERS L'AVANT

Le début de l'année 2024 voit LIFE considérablement renforcée par rapport à l'année précédente. 2022 et 2023 ont vu la finalisation de certains projets clés en Méditerranée, et la fin d'un programme de travail de 4 ans (2018-2022) en partenariat avec la Fondation MAVA. Le partenariat avec la Fondation Velux a déplacé l'axe de travail de LIFE de la Méditerranée vers la Baltique, un bassin maritime hautement stratégique pour la pêche artisanale à faible impact, et dans lequel LIFE a déjà acquis une expérience considérable.

Nous parvenons à diversifier et à garantir d'autres sources de financement, à établir des partenariats et à explorer de nouvelles voies. Dans le même temps, nous renforçons notre capacité à nous engager dans des projets complexes qui apportent à la fois des avantages à nos membres et des solutions à des problèmes persistants et urgents. À la fin de l'année 2023, LIFE a assuré sa participation à quatre nouveaux projets, dont trois sont des subventions financées par l'UE (Horizon et Interreg). Notre stratégie consiste à nous engager en tant que partenaires responsables dans ces projets, tout en libérant du temps et des ressources pour améliorer notre travail de plaidoyer politique au niveau de l'UE et soutenir nos membres au niveau national.

Au niveau politique plus large de l'UE, 2024 sera une année de changement, avec les élections pour renouveler le Parlement européen pour une nouvelle législature qui auront lieu en juin. Il est probable que ces élections entraîneront des changements considérables dans l'équilibre des pouvoirs politiques, qui se traduiront probablement par des modifications substantielles du mandat et de la structure de la nouvelle Commission. Le nouvel équilibre des pouvoirs au Parlement et le nouveau mandat de la Commission définiront le contexte de notre travail au niveau européen.

Entre-temps, nous continuerons à nous concentrer sur l'obtention d'un accord équitable pour les petits pêcheurs à faible impact, sur l'amélioration de leur accès aux ressources et aux marchés, sur les efforts à déployer pour que la PCP soit favorable aux intérêts des petits pêcheurs, sur la garantie d'un avenir sûr pour ces derniers et sur les politiques conçues pour eux en tant que partie intégrante du secteur.

Au niveau régional, LIFE a été invité à participer aux réunions consultatives bilatérales entre le CIEM et les conseils consultatifs de l'UE (MIAC et MIACO) en janvier 2024. Cette invitation s'inscrit dans notre objectif de collaborer plus étroitement avec les scientifiques et les institutions scientifiques. Le CIEM est la plus importante de ces institutions et nous continuerons à participer étroitement aux consultations avec elle. Deux ONG avec lesquelles nous travaillons, Coalition Clean Baltic et la Société suédoise pour la conservation de la nature, ont entamé des procédures judiciaires au niveau européen et national respectivement. Elles l'ont fait après que le Conseil a fixé des quotas pour le hareng de la Baltique l'année dernière, en dépit de la proposition de la Commission européenne de fermer les pêcheries. Ces actions en justice sont pertinentes et nous soutenons leur travail parce

qu'il s'agit d'un bon exemple de mauvaise pratique : comment les avis scientifiques sont détournés pour justifier des décisions de gestion qui nuisent aux intérêts de la SSF en empêchant la croissance et la reconstitution des stocks de poissons.

Nouveaux projets pour la prochaine période.

Au moment de la rédaction de ce rapport, les nouveaux projets suivants dans lesquels LIFE est partenaire ont été approuvés :

- **Projet sur le gobie à taches noires**, phase II (2024-2026). LIFE est engagé dans ce projet Interreg de la région de la mer Baltique en tant que partenaire de consortium pour développer une pêcherie pour l'espèce invasive qu'est le gobie à taches noires dans la mer Baltique. Les principaux partenaires du consortium sont des instituts de recherche scientifique de toute la région, ainsi que des agences gouvernementales locales, des entreprises de transformation du poisson et des organisations de pêche telles que la Fédération des pêcheurs lettons, FSK, SYEF et le groupe Darlowska. Le projet a été approuvé en juillet 2023 et les travaux commenceront au début de l'année 2024. Les responsabilités de LIFE concernent principalement l'évaluation des techniques de pêche existantes pour informer sur le développement de nouveaux engins innovants de pêche commerciale pour le gobie à taches noires, l'organisation de pêches d'essai à travers la Baltique et la formulation de recommandations politiques.
- **Projet SeaGlow**. LIFE est engagé dans un autre consortium pour mettre en œuvre ce projet Horizon de l'UE visant à tester des solutions pour la décarbonisation des flottes de pêche artisanale de la mer Baltique et de la mer du Nord. Le projet SEAGLOW (Sustainable Energy Applications for Green and Low-impact Operation of small-scale fishing boats in the Baltic and North Sea basins) démontrera l'impact et le potentiel de 5 applications technologiques différentes pour réduire la consommation de combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre sur les petits bateaux de pêche dans les bassins de la mer du Nord et de la mer Baltique. LIFE dirigera les travaux de communication et organisera une conférence finale pour résumer les résultats du projet. Les travaux débuteront en mai 2024.
- **Repenser les pêcheries** (2024), initié par Seas at Risk au début de l'année 2023 avec le soutien d'Oceans 5, la participation de LIFE est maintenant soutenue par une petite subvention de Patagonia - comme décrit ci-dessus.
- **Fish-X** (2024-2025) est un projet relevant du programme Horizon de l'UE, qui vise à stimuler l'innovation numérique pour permettre l'exploitation durable des ressources naturelles communes, à développer des technologies accessibles pour renforcer l'autonomie des petits pêcheurs et à accroître leur crédibilité auprès des clients. Les contributions de LIFE comprennent l'engagement dans des webinaires, des ateliers et l'élaboration conjointe d'une feuille de route pour la numérisation du secteur.
- **CiBBRiNA** : LIFE fait partie du comité consultatif des parties prenantes de ce projet, décrit comme "une initiative phare européenne sur la réduction des prises accessoires". CiBBRiNA rassemblera des pêcheurs, des scientifiques, des ministères de la pêche et de l'environnement et des ONG de 13 pays européens, dans 3 bassins maritimes (Atlantique Nord-Est, Baltique et Méditerranée), travaillant conjointement pour minimiser (et si possible éliminer) les prises accessoires dans les pêcheries qui présentent un

risque élevé de prises accessoires de mammifères marins, d'oiseaux, de tortues, de requins et de raies prioritaires (espèces en voie de disparition, menacées et protégées).

Nous sommes très reconnaissants au **personnel et au conseil d'administration de LIFE** pour le rôle essentiel qu'ils jouent en soutenant LIFE et en maintenant les petits pêcheurs européens à la table des décisions et dans les yeux du public. Nous remercions tout particulièrement les **35 organisations membres de LIFE, réparties dans 15 pays**, ainsi que les milliers de **petits pêcheurs** pour leur travail au bord de l'eau, pour leur courage face aux difficultés, et pour la nourriture délicieuse, saine et équilibrée qu'ils mettent sur nos tables. Nous sommes également extrêmement reconnaissants du soutien que nous recevons de nos partenaires, notamment la **Marilles Foundation, la Velux Foundation et la Waterlo Foundation**, sans lesquels nous ne pourrions pas avoir un tel

VIE COMPTES PROVISOIRES 2023

Détails	Revenus	Dépenses
---------	---------	----------

Solde reporté de 2022		76 784,58
-----------------------	--	-----------

MAVA Foodnected	16.955,00	
-----------------	-----------	--

MAVA Comanagement NTZ	27.462,00	
-----------------------	-----------	--

Velux Fonden	170.000,39	
--------------	------------	--

Fondation Waterloo	27.766,49	
--------------------	-----------	--

Cotisations des membres	3.472,12	
-------------------------	----------	--

Total partiel des recettes 322.440,58

Salaires/ Honoraires

Salaires du personnel		182.245,73
-----------------------	--	------------

Consultants honoraires	6.982,99	
------------------------	----------	--

Activités

Travaux et études sur le terrain	12.172,34	
----------------------------------	-----------	--

Réunions, interprétation, traductions	15.280,44	
---------------------------------------	-----------	--

Voyages et activités	19.649,85	
----------------------	-----------	--

Coûts de fonctionnement

LIFE Frais de bureau	19.786,45	
----------------------	-----------	--

Communications (internet, site web, logiciels, etc.)	6.781,38	
--	----------	--

Divers		
--------	--	--

Total partiel des dépenses : 262.899,18

Solde reporté à 2024 : 59.269,42